

COUP DE SEMONCE AU SECTEUR INDUSTRIEL: OUEST-FRANCE LICENCIE SON DIRECTEUR INDUSTRIEL

En pleine négociation de l'arrêt d'une rotative (Nohab 4), la direction limoge **Philippe Vermandé**, en fin de carrière, à quelques mois d'une retraite envisagée. Un homme de la presse, soucieux du bon fonctionnement du secteur industriel quitte à conserver de l'Humain, ce qui est incompatible avec le besoin de financer une télévision au rendement aléatoire contrairement à la valeur du journal papier qui rapporte encore 80%. Une situation sans précédent, qui sonne le glas du dialogue social déjà bien dégradé. Une démonstration violente de la nouvelle politique sociale ! Maud Lévrier, en charge des activités numériques, de la distribution et de la transformation, nous avait prévenu lors des premières réunions de négociation : « *Vous n'êtes pas au bout de vos surprises* ». Alors, à quoi s'attendre désormais ? À un passage en force, ça c'est clair. Par cette décision, la direction confie délibérément les manettes à des personnes qui ne connaissent rien à la presse et dont le seul but est de contrôler le secteur industriel, de façon comptable et non plus humaine. Une méthode qui rompt les liens avec les racines du journal pour orchestrer autoritairement, les changements d'orientation stratégique, lesquels toucheront tous les secteurs. À qui le tour ? Le directoire annonce la couleur et sa volonté de vouloir mettre au pas tout le personnel. Prioritairement ceux qui ont le pouvoir de... stopper l'impression et de faire rentrer l'argent dans les caisses ou pas. Car les recettes du journal



papier restent toujours la principale ressource financière sans laquelle plus rien n'existe et certainement pas la télé. Quel sera donc l'avenir du journal imprimé ? Après avoir massifié les sites d'impression du Groupe, une fois de plus ce sont les ouvriers qui sont visés en première ligne, au nom de la rentabilité. Les valeurs historiques, « dans le respect et la dignité de chacun » qui animent le journal, ne seraient-elles plus qu'un faire-valoir ? En tout cas la direction sait les brandir lorsqu'elle se présente devant l'Arcom pour obtenir « coûte que coûte » un canal télé. Derrière la vitrine c'est un tout autre scénario qui se déroule en catimini. L'héritage moral rend son dernier souffle.

La Filpac CGT s'oppose à ces pratiques tyranniques qui font fi du legs social humaniste alors que le président actuel François-Xavier Lefranc, l'héritier et le garant des valeurs transmises de ses prédécesseurs François-Régis Hutin et Louis Echelard, se devait de les préserver.

Le directoire annonce la couleur et sa volonté de vouloir mettre au pas tout le personnel. Prioritairement ceux qui ont le pouvoir de... stopper l'impression et de faire rentrer l'argent dans les caisses ou pas.